

Panic sur le Belgitanic.

Par Marcel Sel

©2010 Marcel Sel.

Reproduction autorisée sous réserve de mention du nom de l'auteur et de lien vers le site <http://blog.marcel-sel.com>

Depuis 2007, le Belgitanic se dirige vers un banc d'icebergs communautaires et financiers. Sachant que le navire est lancé à grande vitesse, et qu'un mouvement de gouvernail ne fait son effet que des miles nautiques plus loin, il navigue à l'aveuglette, et très maladroitement. Le 13 juin 2010, malgré tous les efforts du capitaine, le Belgitanic heurte un iceberg. L'équipage, les passagers l'ont bien compris au déchirement métallique qui s'est répercuté sur la montagne de glace. Ils ont un peu peur. Voilà pour la situation. Passons à l'hypothèse. Imaginons que l'avarie sera fatale à l'esquif, à court ou moyen terme. Et examinons ce qui se passe. De votre envoyé spécial.

Plus personne, plus aucune action ne peut empêcher le Belgitanic de couler. Toute gesticulation serait inutile. Toute action sur les moteurs ou le gouvernail accélérerait le naufrage. Par précaution, on n'y touche plus. C'est le calme plat. Je suis comme tous les passagers, incapable de prédire à coup sûr ce qui va se passer. Je suis dans le camp de ceux qui préfèrent craindre le pire, ça permet de s'y préparer. Si vis pacem para bellum, dirait Bartus. Autour de moi, l'inquiétude règne. Des vieux optimistes rassurent les passagers : «le Belgitanic, ma p'tite dame, eh ben, il est insubmersible ! Vous ne me croyez pas ? C'est marqué dessus comme le port-salut.» J'ai envie de les gifler. Il y a parmi eux un abbé. Il se plaint de l'équipage. Il fait comme si le bateau avançait toujours. Quand je lui fais remarquer qu'il est à l'arrêt, que les moteurs ne tournent plus, il me crie que je suis un mauvais prophète, un danger public, que je n'ai rien compris, que je suis bête, que le Belgitanic redémarrera demain. Deux cents jours après, je lui fais souffler qu'il n'a toujours pas démarré, son rafiote. Il me répond «c'est la

faute à l'équipage, évidemment ! Saloperie d'équipage !»

Il y a pourtant des signes extérieurs de naufrage prochain. La nuit, des fantômes rôdent. Ceux des soldats de l'Yser, jamais enterrés, devenus des martyrs qui envoient le vent nous fouetter le visage. Ceux des collaborateurs jamais pardonnés, parce qu'ils n'ont jamais demandé pardon, qui nous crachent au visage leur mépris d'Übermensch, dans nos rêves perturbés. Le jour, deux vautours tournent au-dessus de la coque. Ils ont le bec comme des lingots et un manteau de rapiat. L'un s'appelle Notation, l'autre Spéculation. De jolis noms. Ils viennent de Grèce, sont passés par l'Islande, ont bouffé de l'Irlande. Les gens s'inquiéteraient bien de ces signes étranges, qui ne veulent pas dire charrette, mais quand même, y'a du bizarre dans l'air. Mais l'abbé leur serine jour après jour la même phrase, comme un chapelet de mots : «le Belgitanic est insubmersible». Amen. Les gens le croient. Cette phrase, c'est leur bastingage.

Au début, l'équipage faisait des choses sensées. Il se réunissait pour examiner les options. Le capitaine avait bon espoir. L'abbé souriait en passant sur le pont. Puis, l'effet de leurs actions ne changeant rien à la situation, ils se mirent à s'agiter. À se haïr. Aujourd'hui, les sept lieutenants ne se voient même plus. Ils vont et viennent, papotent, claquent des portes. On ne comprend plus rien à leur comportement. Certains d'entre eux prennent des décisions, disent «on va faire quelque chose». Ils le font. Et rien ne se passe. Les passagers sont désorientés. À ceux du premier pont, on dit que c'est la faute à ceux du second pont. Et ceux-ci se flagellent tous les soirs pour le mal qu'ils n'ont pas commis. À écouter quelques conversations, j'entends qu'on va se mobiliser, aider à la manœuvre, pousser, tirer, crier, chanter. Bref, tout et n'importe quoi, individuellement, chacun de son côté, à quatre, à 700, à 40.000, dans un beau capharnaüm.

Ceci est une fiction. Oui, je vous assure, c'est une fiction. Mais admettons que le Belgitanic soit vraiment en train de couler. Oui, il y aurait ce moment chaotique, désespéré, incohérent. En sommes-nous là ? Voyons ça en cale sèche.

L'âge du Capitaine

Commençons par l'état du capitaine. Que dit la presse flamande (celle du pont supérieur) ? Le 31 janvier 2011, De Standaard titre «*Panique au Palais.*» Pas banal comme accroche. On y évoque une confidence de la reine : «*le roi ne vit pas ses meilleurs jours en ce moment.*» Tiens donc ! On précise que, selon des «connaisseurs de la royauté», Albert n'est pas seulement inquiet pour le gouvernement, mais aussi pour le pays, pour son héritier et pour... son trône. Devra-t-il abandonner le navire ? Et le monsieur Monarchie de VTM le dit tout net «*Il y a bien panique au Palais ! Ils n'en sont pas encore à compter leurs sous, mais l'inquiétude est bien là.*».

Le capitaine est coincé. Il ne peut plus manœuvrer. Il peut tout au plus donner le change. Voyant cela, chaque officier, chaque mousse, chaque passager, décide de chercher sa «solution». Et ça foisonne. Toutes de bonnes solutions, sincères, pleines d'espoir... Rappelez-vous. Une grande manif pour forcer nos politiciens à nous donner un gouvernement. Deux semaines plus tard, plouf. Rien. Un site propose de camper virtuellement devant la cabine du «vieux» pour exiger, aussi, un gouvernement, vite. Chacun clique et transmet. On y croit. C'est bien de faire quelque chose, pense-t-on. Un mois plus tard ? Plouf ! Rien. Niets. Le désert noir et glacé de l'Arctique.

Pétitions sur le pont

Les sites web fleurissent autant que les bonnes volontés, toutes parfaitement honorables, toutes prêtes à «tenter quelque chose». Un site trilingue, joliment fait (ça a dû prendre du temps), demande à Johan Vandelanote de publier sa note. À peine le lien vers le site est-il apparu sur Twitter que Le Soir la publie. Et après ? On constate que tout avait déjà été écrit. Que la note est caduque. Et puis plouf, plus rien. Des heures perdues à concevoir, traduire, promouvoir. Pour rien.

Un autre site vient proposer une pétition pour une émission politique commune VRT-RTBF

régulière. Oubliant qu'à la VRT, la présence du Vlaams Belang est obligatoire suite à une décision du «Conseil d'État flamand», et que côté francophone, il existe un cordon médiatique qui interdit de débattre avec le Vlaams Belang. Pratique ! Oubliant aussi que les émissions politiques en Flandre sont bien moins regardées que les émissions de jeu où certaines stars politiques brillent tranquillement et font le plein de voix. Les dés sont pipés. Oubliant encore que dans un tel débat, les Flamands qu'un De Wever aura pu séduire préalablement vont écouter leur leader plutôt que le premier francophone venu et qu'il y a quand même peu de chances que de telles discussions changent quoi que ce soit à l'électorat. J'ai lu la presse du pont supérieur récemment. Depuis 3 ans, elle dit que les gens du pont inférieur sont impolis avec ceux d'en haut, ne les respectent pas, n'apprennent pas leur langue, ne disent pas merci. Et demain, on les écouterait religieusement, attentivement ? Aujourd'hui, dans De Standaard, il est question, en plus, que l'enseigne Demotte demande pardon à ceux du pont supérieur pour tout le mal que la francophonie leur a fait. Et on veut débattre d'égal à égal ? Ce serait un débat politique entre des politiques flamands et d'autres haïs d'avance. Un débat contre toute une idéologie, solidement ancrée. Plouf, donc.

L'amnistie a le vent en poupe

J'ai bien pensé à des reportages croisés, mais si c'est pour parler de Mme Vandepieper qui des pieds gonflés et qui est soignée par sa voisine wallonne, je ne vois pas l'intérêt. Il faudrait aborder les sujets qui fâchent, non ? Vider l'abcès. Quoi par exemple ? Ah, je sais. L'amnistie. Celle des des Waffen SS ? Aïe ! Non ! Frappez pas. J'avais oublié : on ne peut pas dire «Waffen SS». Il faut dire «Oosfronters». Sinon, on fait passer tous les Flamands pour des nazis. Oui, tous. Même s'il n'y avait que 23.000 Waf... oups... Oosfronters. Il faut vous dire que depuis l'épuration... euh non, «la répression injuste et aveugle» des collab... oups, pardon, des «gens qui ont lutté pour l'autonomie de la Flandre en se trompant d'allié», qui avaient combattu les résistants flam... argh ! on ne peut plus dire ça non plus... : des «voyoux, lâches, assassins, crapules de rue et bandits de grand chemin», depuis la répression féroce de cette saloperie de Belgique conçue uniquement pour opprimer le pauvre Flamand,

donc, on ne parle vraiment plus la même langue !

Je ne parle pas du néerlandais ou du français, je parle du sens des mots, des symboles, de la gravité (ou non) de choses aussi fondamentales que la Seconde Guerre mondiale (si on fait un tel tintamarre sur l'amnistie, ça doit quand même être important). Comment peut-on être plus éloigné l'un de l'autre si on a une interprétation totalement opposée du moment le plus important qu'on ait vécu, ensemble, au cours des 90 dernières années ? Plouf.

Els amuse

Els Ampe répond clairement : cette vision imposée à la Flandre n'est pas normale. Elle a raison, on doit la soutenir. Ne fut-ce que pour après. Mais qui écoute Els Ampe en Flandre ? Croyez-vous qu'Ivan De Vadder ait «retwitté» sa lettre ? Neen. Plouf. Samyn ? Meuhnon. Plif. Qui l'a fait ? Principalement des Francophones. Et un en particulier ! Ça donne une idée du schmilblick. Pensez-vous que la soirée antinationnaliste flamande au KVS ait fait l'objet d'un grand reportage à la VRT ? Non. Au contraire. Une séquence dans le journal. Plaf. Le doigt d'honneur à Bart De Wever d'Arno serait-il passé à la VRT ? Vous n'y pensez pas ! Plouf. La même semaine, celui d'Onkelinx était partout en Flandre. Plif. Et les ténors de la N-VA et du VVB se suivaient sur les plateaux de la chaîne publique. Bloing. Alors, même si je pensais autrefois qu'il faudrait une journée télévisuelle commune VRT-RTBF par semaine, j'y crois tellement plus que je laisse l'idée dans mes cartons, en fond de cale. Plif. Plaf. Plouf. On a mieux à faire.

Revenons au roi. Face au marasme, que fait-il ? Il nomme l'un des rares étalons encore plus ou moins frais. Didier Reynders. Pour deux semaines. Histoire de voir si on peut encore faire quelque chose à 7, à 8, à 9, à 16 et pourquoi pas à 25... Dans quinze jours (sauf prolongations multiples et diverses), soit Didier remettra un rapport négatif, ce qui me paraît un peu tôt, soit il dira qu'on peut faire quelque chose. Suivront alors, peut-être, quelques nouvelles semaines de discussion. Et puis, le même constat qu'aujourd'hui, qu'en décembre, qu'en octobre, qu'en septembre, qu'en août, qu'en avril, qu'en 2009, qu'en 2008, qu'en 2007. Plouf. Au mieux, on pourra dire que Didier se sera mouillé. Les machines

toujours à l'arrêt. Le bateau s'enfonce lentement

Gouvernail en affaires courantes

Plus délicat encore : en demandant à Yves Leterme de présenter un budget, le roi et ses conseillers commencent à sortir un peu des rails. Bien sûr, le roi n'a pas eu le choix. Un gouvernement en affaire courante doit régler les urgences, et vu la menace des vautours, le budget est juste urgentissime. Mais quelle tragique urgence ! Ce ne serait qu'un épiphénomène s'il n'y avait que le budget ! Car le roi a demandé à Leterme de faire le maximum «pour préserver le bien-être économique et social des citoyens». Ça me paraît un peu «jouer avec les urgences», ça. Et puis, à part l'économique et le social, un gouvernement de plein exercice ne fait pas grand-chose... Le roi ajoute que le gouvernement en affaires courantes doit prendre «les dispositions nécessaires pour répondre dans un proche avenir aux exigences européennes en matière de politique budgétaire et de réformes structurelles pour les prochaines années.» Relisez les quatre derniers mots : «pour les prochaines années.» J'ai l'impression que tout doucement, on est en train de confondre urgence et moyen terme. La question de Christian Behrendt (le constitutionnaliste qui a averti que la demande royale était inconstitutionnelle — vite contredit par d'autres) est peut-être mal posée. Mais le fond de sa contestation donne à réfléchir : petit à petit, les principes se délitent. Si un gouvernement en affaires courantes peut s'occuper de social, de bien-être, d'économie, de structure, et de budget, à quoi servent les élections ? À quoi sert un «vrai» gouvernement ? Et il pose une question qui devrait interpeller tout un chacun : un gouvernement normal peut faire l'objet d'une motion de défiance. Pas celui-ci.

Mais laissons là les principes. Allons au côté pratique des choses : le gouvernement Leterme qui va devoir pondre, défendre et faire voter ce budget est largement minoritaire en Flandre : il n'y représente qu'un maigre 35 % des électeurs ! Sans le soutien extérieur de la N-VA, Leterme n'est rien. Et oubliez l'idée d'une majorité de rechange pour remplacer la N-VA : Jamais le CD&V ne votera un budget que le premier parti du Nord, n'aurait approuvé. Autrement dit, le budget

2011 est soumis au bon vouloir de Bart De Wever, et il va falloir le négocier avec lui. Drôle de gouvernement d'affaires courantes ! Si la N-VA joue le pourrissement, et impose des conditions inacceptables pour le PS ou le CDH, il n'est pas pour demain, notre budget ! Rien ne dit, donc, que l'on puisse crier hurra ! Si ça coince par là, la monarchie aura égratigné la Constitution pour rien ! Et le Belgitanic plongera un peu plus. Tragique. Plouf. Comme je disais, quoi qu'on fasse, le bateau coule !

Pirates à bâbord.

Bien sûr, il y a l'urgence, et je le répète, on le comprend. Mais il me paraît clair que nous n'arrivons plus qu'à décrédibiliser un peu plus nos institutions chaque jour. N'est-ce pas assez de battre le record du monde de la non-formation d'un gouvernement. Qu'un bon tiers de l'hémicycle considère les élections (du juin 2010 donc) comme anticonstitutionnelles ? Qu'en cas d'élections anticipées, elles le seraient aussi ? Rappelons que des proches du premier parti du pays ont déposé plainte auprès de la Cour de Justice européenne pour contester la validation de ces élections par le parlement. Dur de dire que tout va bien.

Ne prenons-nous pas l'habitude de jouer avec l'État de droit ? Est-on encore un modèle quand des communes (Ternat, par exemple) envoient des convocations électorales accompagnées de pamphlets qui invitent à ne pas voter pour un parti «de langue autre» ? Quand la moitié du pouvoir organisateur en Brabant flamand décide de ne rien organiser ? Quand des comités soutenus par des bourgmestres en fonction envoient des lettres aux avocats flamands pour les prier de refuser toute implication dans les élections ? Quand des maires font campagne pour inciter des gens à refuser d'être assesseur ou président de bureau de vote ? Quand les mêmes se cotisent pour payer les amendes éventuelles ?

Calme plat

Est-on encore un modèle de démocratie quand aucun — je dis bien aucun — politologue, journaliste ou constitutionnaliste ne relève sérieusement ces pratiques dignes d'un royaume patatier ? Dois-je redire que lorsqu'un tribunal de Mons donne raison à un Francophone contre le gouvernement flamand, celui-ci répond illico par la voix de Geert Bourgeois qu'il se fiche du tribunal

francophone ? Et tout le monde trouve ça bof ? Ouais, mais tu sais, c'est le FDF qui exagère, hein. Un tri-bu-nal, messieurs ! Une cour de justice ! Modèle de démocratie ? Nier un tribunal parce qu'il n'est pas flamand ? Je sais bien que le Conseil d'État, chambre flamande, a rejeté les critiques contre la Circulaire Peeters. Mais de là à balancer d'office une fin de non-recevoir à un tribunal de langue autre... ça ressemble à un totalitarisme en doulanges !

Et dois-je évoquer encore le psychodrame délirant, quand les Flamands ont voulu faire passer en force la loi BHV qui, de toute façon, ne pouvait pas être promulguée ? Ce 29 avril 2010 où l'on s'est demandé, atterrés, en regardant l'agitation dans les couloirs de la Chambre, si on n'était pas à la veille d'un vrai coup d'État ? Sans parler de l'occupation de l'hémicycle par l'extrême droite qui fit scandale dans les journaux francophones, alors que la Flandre se scandalisait que les médias francophones en avaient fait un scandale ? On ne parle plus la même langue ! Plouf !

Qu'est-ce qui nous rassemble encore ? Est-ce déjà la mort clinique (comme le dit Éric Defoort, N-VA) de la démocratie belge ? Mais ne paniquons pas, me dit l'abbé. Les politiciens sont d'accord avec le roi ! La démocratie est sauvée. Ah... Bien... Dites, vous avez vu dans quel état, ils sont, vos politiciens ?

Branle-bas dans les haubans

Début de semaine. Une journaliste appelle le CDH pour une blague de potache, et découvre que c'est la panique à bord. On râle, on trépigne, on saute, on ne sait plus quoi faire, on insulte les autres formations. Dans les autres partis francophones, ce n'est pas plus brillant. Écolo n'a plus d'espoir, le PS a son plan B à portée de main. Des politiques disent en confidence que s'il n'y avait pas Bruxelles, la Wallonie se serait déjà séparée de la Flandre. Des journalistes francophones que je rencontre, la plupart sont, à terme, pour la scission. «Avec les Flamands, on n'a plus rien à construire» me dit l'un.

D'autres nous croient encore insubmersibles, ont plein de solutions. Un référendum. Plouf. Une région de Brabant. Plouf. Tout céder aux partis flamands. Plif. Une Belgique à 4, à 6, à 8. Boum. Tout le monde bilingue dans six

mois. Crack boum hue ! Négocier sans la N-VA, mais avec le CD&B. Mouahaha. Ils ont tous un truc magique, et plus encore de regrets. Et quant à l'immobilisme, ce n'est pas le moteur, c'est-à-dire le compromis belge, qui est mort. Non. C'est bien sûr la faute aux partis, c'est la faute à Milquet, Maingain, Di Rupo, Reynders, les Wallons, les Flamands, l'électeur, la tante Suzanne, Joe le plombier ! Sus ! Sus ! Le bateau coule ! Il nous faut un coupable !

Les Bruxellois (flamands) ne sont pas plus sereins. Il y a deux semaines, Steven Vanackere disait dans une interview à Brussel Nieuws que le lien entre la Flandre et les Flamands était de nature «sainte» pour justifier l'apartheid social dans la ville. Réponse ? Une cohorte de Flamands bruxellois disaient tous le mal qu'ils pensaient de ces Flamands de Flandre qui viennent se mêler de leurs affaires. Quant aux Bruxellois francophones, le prochain sondage montrera probablement qu'eux aussi ne veulent plus entendre parler de la Région Flamande. Encore moins de Grouwels et compagnie. Elle a pointé le nez sur un chat du Soir, elle s'est fait houspiller, engueuler, envoyer balader. Son projet d'allocation différente pour les Flamands de Bruxelles est délirant. Normal qu'on la bouscule (verbalement). Mais le problème, c'est qu'il y a au nord de ce pays quelques millions de gens (pas tous, loin de là) qui pensent exactement comme elle !

Se séparer ? Des politiciens et des journalistes de la capitale y pensent très sérieusement, aussi. Ce qui les empêche de le dire tout haut ? Oh, mais ils commencent à le dire tout haut !

Rata aux tripes

Flash info. Ce mardi, dans un billet où il reconnaissait écrire «plus avec ses tripes qu'avec son intelligence», Fabrice Grosfiley (Carnet Politique, sur Bel-RTL), généralement modéré (mais clairvoyant), exprime clairement ce ras-le-bol : *«Certains partis flamands refusent l'autonomie de la région bruxelloise ? Suggérons donc que Bruxelles n'ait pas forcément envie d'être la capitale de la Flandre. Que le gouvernement flamand et ses administrations pourraient déménager. À Anvers par exemple. La règle du bilinguisme à Bruxelles ? On la revoit. 8 Bruxellois sur 10 parlent français, pas de raison que tous les*

fonctionnaires soient bilingues. Et tant qu'à organiser des manifestations, alors que le mode d'ordre soit clair : ce sera pour une région bruxelloise autonome.» Finissant donc par *«(...) ça ne résoudra pas grand-chose. Je reconnais, j'écris plus ce matin avec mes tripes qu'avec mon intelligence. Mes tripes de Francophone prendraient le dessus de mon intelligence de Belge... Après 7 mois de blocage, puisque je ne suis qu'un observateur et que cela n'engage à rien : ça fait du bien».* Plouf. Ça (se) rafraîchit.

Wallons Flamands de la patri-i-e

Les Wallons et les Flamands ne s'en aperçoivent pas, mais ils devraient écouter les conversations dans les dîners de la capitale, dans ses restaurants. Il est de moins en moins rare d'entendre le terme «Bruxelles indépendant» ou «Brussels DC». L'expression «On en a marre des Flamands» court les rues. Une négociation échoue et chaque café s'écrie «Ils veulent leur indépendance ? Qu'ils la prennent !» Les plus saouls ajoutent «ils nous ont trop fait chier». Mais si ! Jurez-moi que vous ne l'avez jamais entendue, cette phrase !

Ce n'est pas pour rien que moins de la moitié des manifestants du 23 janvier étaient bruxellois, alors qu'ils n'avaient que quelques mètres à faire pour participer : ils n'en ont, en fait, plus grand-chose à foutre, de l'union nationale. Ils n'y croient plus que parce qu'on ne sait pas trop comment la ville et sa périphérie vont se sortir des revendications flamandes. Sans compter les tensions dans le gouvernement local entre Piqué et Gr(o)uwels («je te donne 374 Mio, mais tu me laisses organiser l'apartheid social... dans la Capitale de l'Europe des droits de l'Homme»). Plouf !

La perspective qu'une réforme de l'État ne donne même pas à la Bruxelles le minimum minimorum qui lui revient, dont elle a besoin pour subsister, cette obole sur ce qu'elle envoie dans toutes les autres régions, fait dire à des gens auparavant modérés que le mieux est de se séparer et de taxer les navetteurs sur leur lieu de travail, et non plus en Flandre ou en Wallonie. Mais pour autant, on ne descend pas dans la rue. On suit le Gourou Baba Berlaumont. Bruxelles coule ? OK. On se met en file indienne derrière le panneau «Canot de sauvetage des Institutions Européennes» sans comprendre qu'il viendra

trop tard, ce canot, et qu'il nous laissera sur le pont du Belgitanic. Plouf.

De Port-Louis à Portnawak

Même sentiment de portnawak généralisé en regardant l'émission Question à la Une de ce mercredi, enregistrée en novembre et en décembre. Dans une interview, le patron de la Bourse de Bruxelles dit que tout va bien, c'est zen, ça plane, cool Man ! Mais le lendemain tombe la menace de décote de Moody's. Interview du patron de la filiale française de l'agence de notation. C'est sans appel, juste, vrai, tranchant : «nous, on ne fait que constater». Et cerise sur le gâteau, Georges Ugeux, probablement l'économiste belge qui a le mieux réussi à l'étranger, nous torpille d'une peut-être vérité qui assomme. Une vérité dite en décembre, que je vous donne en substance : «si le jour où cette émission est diffusée, vous n'avez pas de gouvernement, vous plongez !». Ce jour, c'était le 2 février 2011. Plouf.

Plonger, c'est quoi ? Se retrouver parmi les pays que les vautours dépiautent. Et quand ? Ugeux nous donne 3 semaines pour les premiers effets, six mois pour la totale. Joyeux ! Il ne comprend pas ce qui se passe ? Il exagère ? Il est trop sûr de lui ? Oui, c'est possible. Mais contrairement à nous tous, il n'est pas sur le Belgitanic. Il est dans l'avion qui le survole. Il a plus de chances que vous et moi de voir les autres icebergs.

Louis d'or en eaux troubles

Et puis, quel bordel à la trésorerie du rafiote ! Un patron de la bourse dit blanc, et est aussitôt contredit violemment par deux spécialistes. C'est sidérant ! La zénitude de tant de Belges, et d'encore trop de journalistes me fait penser à l'orchestre qui jouait pendant que le Titanic coulait. Il a joué jusqu'au bout pour que les gens n'aient pas trop peur. Pour ne pas ajouter la panique à la panique. Pour éviter les bagarres, les violences, les coups. Alors qu'on n'évitera rien ! Mais en même temps, certains ont pu croire que finalement, il n'y avait pas à paniquer. Il y en a encore plein sur le Belgitanic. Or, ce devrait être la panique.

Ah ! Panique au palais ! Quel titre juste ! On vit sans gouvernement réel depuis quelque 250 jours (avril 2010, vous vous souvenez ?) et ça a l'air de marcher plus ou moins. Un journaliste belge s'en vantait même dans le

monde, cette semaine ! La Belgique va mégabien, assurait-il ! Et mon cul, c'est du poulet ?

Plus raisonnable, Clark Boyd (PRI's The World — une coprod de la BBC aux USA) me demandait ce que je pensais de «successful failed country», pour décrire la Belgique, et je lui ai répondu que ça nous décrivait bien. Il a hoché la tête quand je lui ai dit que malheureusement, ce n'était que temporaire. Parce que, qu'est-ce que vous croyez ? Le Titanic aussi à continuer à flotter un certain temps. Et tout le monde a espéré qu'il ne coulerait pas — c'était ce que disait la pub, oui ou non ? Mais tout comme lui, dans mon hypothèse, le Belgitanic donne tous les signes de submersion prochaine. Si c'est ça, il ne va plus «marcher» bien longtemps. Ça ne «marche» que parce qu'on a des gouvernements régionaux et communautaires — encore faut-il que le fédéral les alimente en sous-sous sur le long terme. Encore faut-il que la démocratie ait encore un semblant de légitimité. Encore faudrait-il arrêter les provocations, modérer les messages haineux, parfois même assassins sur les sites des journaux. Mais on ne peut pas, ça dépasse tout le monde, c'est plus fort que les meilleures volontés.

Alors, il est peut-être temps de s'inquiéter. Ou plutôt, de s'affoler. Sans panique. Avec tout ce qu'on trimbale, il est temps de prendre conscience que l'hypothèse du Belgitanic est à prendre au sérieux. Et d'en tirer les conclusions. La Libre Belgique écrit que les prochaines élections pourraient être les dernières, vu l'ambiance nationaliste qui règne aujourd'hui en Flandre. C'est vrai. Et c'est exclusivement là que tout se joue. En Flandre. Les partis qui nous tirent vers le fond, ce sont le CD&V, la N-VA et le Vlaams Belang.

Hissez le pavillon

Hier, pour nous rassurer, Wouter Beke se fendait d'une carte blanche dans le Soir, titrée «Une Flandre forte pour une Belgique gouvernable». C'était censé nous apaiser. Sauf que le mot Belgique y apparaît 4 fois. Et le mot Flandre, 10 fois. Le mot flamand, 8 fois. 18 sur 22 ! Le mot Belge, je l'ai cherché en vain. Tout comme le mot Bruxelles ! Même quand ils veulent parler aux Francophones, ces Flamands-là ne parlent plus que d'eux-mêmes. Et ce titre ! «Une Flandre forte»

opposée à «une Belgique gouvernable». Rien ne vous choque ? Une Belgique «juste» gouvernable ? Pour une Flandre franchement «forte» ? Vous connaissez un Wallon, un Bruxellois qui soit demandeur de ça ?

On n'est demandeurs de rien. On n'est plus demandeurs de rien.

Alors, beste Vlamingen, si vous voulez une Belgique fédérale un peu plus régionalisée, mieux organisée, plus pragmatique, il faudra, si on doit y aller, voter pour les partis raisonnables, Open VLD, SP.a, Groen! Nous, on est avec vous. C'est tout ce qu'on peut faire. Je pense qu'on doit le dire, vous soutenir même si l'espoir est pratiquement nul, ne fût-ce que pour être Belge jusqu'au bout de la Belgique. Et au moins, nous aurons essayé.

Et si l'on est bien à ce moment charnière où l'on ne peut plus revenir en arrière il faut préparer les canots, commencer à découper tout ce qui flotte, appeler les bateaux qui pourraient nous assister (L'UE, la France, l'Allemagne), et commencer à préparer la population à nager en eaux glacées.

Et puis, tous ensemble, ou chacun de son côté, faire «plouf».